

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Bibliographie

Journal de la société statistique de Paris, tome 47 (1906), p. 390-391

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__390_0

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

BIBLIOGRAPHIE

Les Lois d'assurance ouvrière à l'étranger, tome III : *Assurance contre l'invalidité*, 2^e partie. Gr. in-8, 714 pages. Rousseau, 18 fr., par M. BELLOM, ingénieur au corps des mines.

Le volume que vient de faire paraître M. Bellom est le neuvième de son *Traité sur les lois d'assurance ouvrière à l'étranger* et la seconde partie du III^e Tome, consacré à l'assurance contre l'invalidité (1).

Ce volume comprend deux parties distinctes : dans la première, l'auteur expose l'état de l'assurance contre l'invalidité dans les pays d'Europe (sauf l'Allemagne); la seconde est composée de la traduction de lois et documents étrangers.

Résumons d'abord la première partie du volume, consacrée à l'assurance dans les divers pays :

Pour l'Autriche, M. Bellom indique très complètement le régime spécial des ouvriers mineurs en exposant le rôle important des caisses minières et leur organisation administrative et financière basée sur l'obligation. L'avant-projet de loi du gouvernement autrichien sur l'assurance contre l'invalidité, qui occupe plus de la moitié de ce chapitre, présente un intérêt tout particulier, car il montre que les pays germains du sud cherchent à profiter de l'expérience de leurs voisins du nord, sans cependant vouloir adopter d'une manière absolue le régime rigoureusement rationnel, mais peut-être difficile à appliquer, de la capitalisation complète.

La législation belge date de 1900 : elle établit le principe de la liberté subsidiée en allouant des primes aux personnes qui se constituent des pensions de retraite. En fait, le grand organe de la Belgique est sa caisse nationale des retraites dont M. Bellom expose l'organisation financière et donne les résultats statistiques.

Le Danemark et l'Espagne n'ont pas encore de législation, mais le premier de ces deux États possède une loi analogue à notre loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance et le second a le projet de fonder un institut national de prévoyance fonctionnant comme la caisse nationale des retraites des autres pays.

M. Bellom étudie ensuite l'Angleterre, qui possède une législation très ancienne remontant à 1833, mais elle n'a pas à proprement parler de loi sur l'assurance de l'invalidité, bien que de nombreux projets aient été déposés devant la Chambre des communes, surtout depuis 1892. L'auteur résume ensuite rapidement l'état de la législation dans les colonies anglaises.

En Italie, la loi du 17 juillet 1898 a institué une caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et pour la vieillesse des ouvriers, fonctionnant comme notre caisse nationale de retraites, mais avec des allocations spéciales suivant le cas de vieillesse, d'invalidité ou de décès des assurés. Comme pour l'assurance allemande, M. Bellom a reproduit les divers modèles de bulletins et imprimés de la caisse et c'est un soin dont on ne saurait trop le remercier, car on peut y puiser d'intéressants renseignements et des modes de procéder très originaux. Il est à remarquer que la table de mortalité des rentiers italiens paraît très rapide, plus rapide même que la table de ce pays publiée dans son *Mouvement de population* de 1902.

La Norvège, dont les travaux très importants sur l'invalidité sont ensuite exposés, a déterminé ses probabilités d'invalidité et de cessation d'invalidité ainsi que de mortalité des invalides. On ne peut s'empêcher de faire quelques réserves sur des coefficients d'invalidité calculés au 1/100 000^e près et de cessation d'invalidité ou de probabilité au 1/1 000^e, quand on songe au petit nombre de têtes qui, ayant été exposées aux risques, ont servi à déterminer ces coefficients. Ces travaux n'ont d'ailleurs pas abouti à la rédaction d'une loi.

Les Pays-Bas, dont les actuaires ont également fait d'importants travaux, n'ont encore aucune législation.

En Russie, l'obligation de l'assurance contre l'invalidité a été édictée pour les compagnies de chemins de fer, mais il n'existe rien de général.

En Suède, malgré des études très intéressantes et très bien faites, les divers projets de loi n'ont pas été acceptés par les Chambres.

1. Voir dans le présent Journal les numéros suivants : mars 1900, p. 105; août 1902, p. 280; janvier 1904, p. 34; avril 1905, p. 140; janvier 1906, p. 33, qui analysent les volumes précédemment parus.

Les divers cantons de la Suisse ont organisé soit des caisses de retraites, soit des caisses d'assurance. Le canton de Neuchâtel a organisé ces deux systèmes, qui fonctionnent simultanément : la statistique montre que l'assurance de rente est peu en faveur, mais que l'assurance mixte se développe d'une manière considérable.

C'est du reste la conclusion à laquelle arrive le bureau fédéral suisse des assurances de Berne dans son intéressant rapport annuel.

La seconde partie du volume, consacrée aux annexes, a dû demander à l'auteur un travail considérable, puisque, sur 16 annexes, 11 concernant les pays de langue non française ont été traduites par M. Bellom et occupent plus de 300 pages. Ces annexes sont relatives à la loi du 13 juillet 1899 et à des statuts d'associations allemandes ; à la loi belge des 10 mai 1900, 20 août 1893 et 16 mars 1865 sur la caisse générale d'épargne et de retraite ; aux lois italiennes des 28 juillet 1901, 13 mars 1904 et aux statuts et règlements techniques de la caisse nationale italienne de prévoyance ; enfin à la loi neuchâteloise du 29 mars 1898 et au règlement correspondant.

Telle est, rapidement résumée, l'œuvre extrêmement importante de M. Bellom, qui a rendu un service considérable en condensant et analysant, avec la méthode et la clarté qui le caractérisent, tous les textes et les projets qu'il est si souvent difficile de se procurer, d'abord, et de comprendre ensuite. M. Bellom nous promet un supplément général qui tiendra compte des modifications survenues depuis l'apparition de ses précédents ouvrages. Nous devons souhaiter qu'il veuille bien continuer son travail et nous donner le plus souvent possible des suppléments : l'élan en faveur des lois d'assurance et de prévoyance est tel aujourd'hui que nous prévoyons que la législation des divers pays se modifiera ou se complétera sous peu et que M. Bellom se verra obligé de tenir à jour presque chaque année les indications données dans ses précédents ouvrages.

BARRIOL.